

Économie turque : défis et fragilités

Par **Jens Bastian**

Jens Bastian est *fellow* au Centre for Applied Turkey Studies de la Stiftung Wissenschaft und Politik. Il a été, de 2011 à 2013, membre de la Task Force de la Commission européenne sur la Grèce, et est analyste politique principal à la Hellenic Foundation for European and Foreign Policy.

La Turquie d'Erdogan a connu jusqu'en 2016 une remarquable croissance, obtenant le statut de pays à revenu intermédiaire. La tentative de coup d'État de 2016, les difficultés dues à la guerre syrienne, la pandémie de Covid-19 et des politiques économiques autoritaires se soldent par une crise symbolisée par une inflation galopante, aggravée par les récents tremblements de terre. Quel que soit le résultat des élections de 2023, c'est la politique de développement du pays qui devra être profondément revue.

politique étrangère

Au carrefour de l'Europe, de l'Asie et du Moyen-Orient, la Turquie de ces deux dernières décennies a connu sous la présidence de Recep Tayyip Erdogan une expansion économique qui a permis à des millions de citoyens turcs d'accéder à ce que les économistes identifient comme la classe des revenus intermédiaires. Mais la crise économique de ces dernières années n'a pas seulement affecté le statut de la Turquie comme pays à revenu intermédiaire. Les citoyens turcs ont vu leur revenu disponible et leur pouvoir d'achat considérablement réduits par la double crise de la dépréciation rapide de la monnaie et d'une inflation galopante sur plusieurs années. La crise affecte également les moyens et la légitimité d'une puissance moyenne à poursuivre un programme international ambitieux.

On s'interrogera ici sur une caractéristique nouvelle, récente, de l'évolution économique turque, à savoir le « piège du revenu intermédiaire » (*middle income trap*). Cette étiquette du « revenu intermédiaire » a souvent été appliquée à la modernisation de la Turquie ces deux dernières décennies. Aux premières heures du 6 février 2023, ce processus de modernisation a été fracturé par deux tremblements de terre de magnitude 7,8 et

7,5 qui ont dévasté de larges parts du sud-est du pays et du nord de la Syrie.

En Turquie, le nombre de morts a dépassé les 48 000. Plus de 15 millions de citoyens ont été touchés par la destruction des infrastructures économiques. 1,9 million de personnes se sont retrouvées sans abri et 3,3 millions déplacées par les tremblements de terre. L'effondrement des maisons, des hôpitaux, des routes et les dommages causés aux ports et aux aéroports affecteront gravement la résilience économique turque.

L'ampleur de la catastrophe dépasse celle des séismes survenus dans l'histoire récente de la Turquie, notamment celui d'Izmit, à l'est d'Istanbul, qui a causé en 1999 plus de 18 000 morts. Cette année, onze provinces du sud-est de la Turquie ont été touchées : les destructions s'étendent d'Adana à l'ouest à Diyarbakir à l'est, au nord jusqu'à Malatya et au sud jusqu'à Hatay et Antakya près de la frontière syrienne. Les infrastructures de transport reliant les villes touchées au nord ont été gravement endommagées. Le port international de Limak à Iskenderum a été partiellement détruit par le feu. La ville de Gaziantep, qui compte deux millions d'habitants et environ un demi-million de réfugiés syriens, a perdu une grande partie de ses infrastructures de logement. Les réseaux énergétiques des provinces de Gaziantep, Hatay et Kahramanmaras, au sud-est du pays, nécessitent d'importantes réparations.

Le tremblement de terre et ses conséquences auront sans doute un impact profond sur les élections législatives et présidentielles du 14 mai, dans un contexte de défis organisationnels, mais aussi de légitimité et d'équité, massifs. La gestion de la crise post-séisme va dépasser la crise économique comme sujet numéro un dans ce qui ne peut être décrit que comme une étrange campagne électorale. Nombre d'électeurs prendront note de la réponse tardive et contradictoire du président Erdogan dans la gestion de la crise après le tremblement de terre. Les partis d'opposition ne sont pas les seuls à se demander pourquoi Ankara ne s'est pas préparé plus sérieusement à une telle catastrophe après l'expérience de 1999.

Ainsi, la crise du coût de la vie en Turquie est désormais liée à une profonde crise humanitaire. Les déplacements tectoniques de plaques volatiles peuvent avoir des conséquences politiques de grande envergure dans tout le pays. Ensemble, les deux crises forcent une remise en question générale de la politique et des priorités de développement de l'économie turque. La politique de la corde raide d'Erdogan est mise à l'épreuve. En tout état de cause, un changement sismique dans la politique turque devrait, d'une manière ou d'une autre, intervenir.

La Turquie vers un statut de pays à revenu intermédiaire

Pour la Banque mondiale, la Turquie était en 2021 la 19^e économie mondiale. Son produit intérieur brut (PIB) annuel atteignait alors 807 milliards de dollars. Un an plus tard, dans le contexte d'une reprise post-pandémie, grâce à des dépenses de consommation élevées (alimentées par un crédit bon marché) et une saison touristique record, l'économie turque connaissait une forte croissance de 5,6 %. Son PIB annuel était de 905,5 milliards de dollars¹. Bien que l'indice des prix à la consommation ait dépassé 85 % en octobre 2022 et soit resté supérieur à 55 % en janvier 2023, les dépenses de consommation ont représenté près de 60 % de la production économique de la Turquie en 2022, avec une croissance de 19,7 %. Autre facteur clé de la croissance du PIB, les exportations. L'année dernière, elles ont augmenté de 9,1 %, quand les importations augmentaient de 7,9 %². Alors que les exportations atteignaient un record de 254 milliards de dollars, les importations s'élevaient à 364 milliards de dollars, ce qui constitue également un nouveau record. Le déficit de la balance courante de la Turquie – plus de 110 milliards de dollars en 2022 – est sans précédent.

Une chute spectaculaire de la pauvreté

Sur une base trimestrielle, les performances économiques de la Turquie présentent, pour 2022, des différences significatives. La croissance du PIB a atteint 7,6 % et 7,8 % au premier et deuxième trimestres, avant de tomber à 4 % et 3,5 % aux troisième et quatrième trimestres. De 2000 à la fin de 2018 environ, la Turquie a enregistré des taux de croissance du PIB continuellement élevés. Plus précisément, la croissance annuelle du PIB réel a été de 6,9 % en moyenne entre 2002 et 2007, et a atteint 7,4 % (en moyenne) entre 2010 et 2015. Conséquence importante, ce développement économique significatif a « propulsé le pays vers les niveaux élevés du statut de revenu intermédiaire supérieur³ ».

Au cours de cette période, l'incidence de la pauvreté a spectaculairement chuté, comme le montre le revenu national brut (RNB) par habitant, qui est passé⁴ de 3 115 dollars en 2001 à plus de 12 000 dollars en 2015. La croissance du PIB a été inclusive, bénéficiant à un nombre croissant de

1. M. Sonmez, « Turkey's Economy Grows 5.6% in 2022, But Labor's Income Share Shrinks », *Al-Monitor*, 28 février 2023.

2. A. Samson, « Turkish Economy's Growth Driven by Strong Consumer Spending », *Financial Times*, 28 février 2023.

3. « The World Bank in Türkiye, Turkey Overview: Development News, Research, Data », Banque mondiale, avril 2023, disponible sur : www.worldbank.org.

4. *Ibid.*

citoyens dans le pays en termes de revenu disponible, d'accès aux facilités de crédit comme les hypothèques, d'opportunités d'éducation supérieure et d'améliorations massives de la connectivité des infrastructures de transport. Grâce à ce processus de transition socio-économique majeur, l'apparente réussite turque a été saluée largement tant à l'Est qu'à l'Ouest. Nombre de pays se sont tournés vers la Turquie en quête d'inspiration et de conseils sur la manière de reproduire un tel modèle de développement.

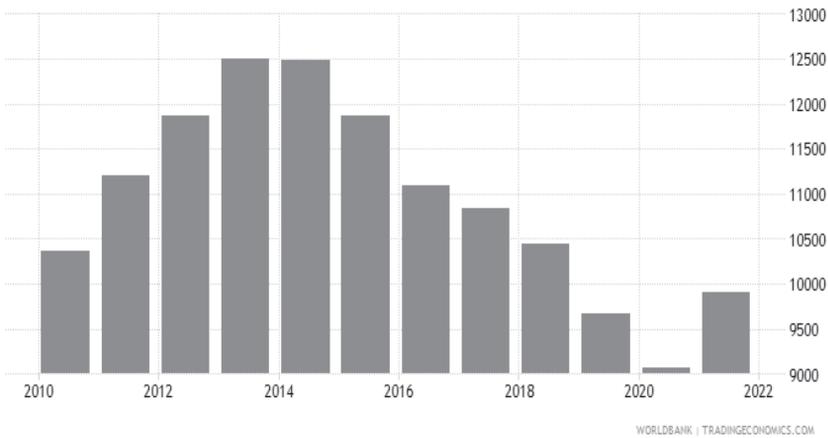
L'attribution de l'étiquette de « revenu intermédiaire » à un pays donné renvoie à une classification standard utilisée par des organisations multilatérales comme la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) ou la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Elles identifient quatre grandes catégories : faible revenu, revenu intermédiaire inférieur, revenu intermédiaire supérieur et revenu élevé⁵. Chaque année, la Banque mondiale met à jour son classement des pays selon ces quatre groupes de revenus. Dans le classement le plus récent, en 2021, la Turquie figure parmi les économies à revenu intermédiaire supérieur, avec un RNB par habitant de 9 900 dollars. La multiplication par quatre du RNB par habitant entre 2001 et 2015 vient à l'appui de ce classement. Le graphique 1 ci-dessous montre les évolutions significatives des revenus jusqu'au pic de 2015, le déclin progressif qui suit avec le franchissement du seuil des 10 000 dollars en 2019, et la reprise post-pandémie en 2022.

La transition économique de la Turquie vers un statut de pays à revenu intermédiaire de tranche supérieure a été brusquement stoppée en 2016. Les raisons de ce revirement – d'une réussite applaudie à un risque croissant pour le pays – sont multiples, et objets de larges controverses publiques et académiques. Qu'il s'agisse des conséquences de la tentative de coup d'État de juillet 2016, de la dynamique régionale découlant du conflit en Syrie, de l'impact de la pandémie de Covid-19 ou de politiques « peu orthodoxes », la liste des explications ou justifications des récents problèmes de développement de la Turquie est longue.

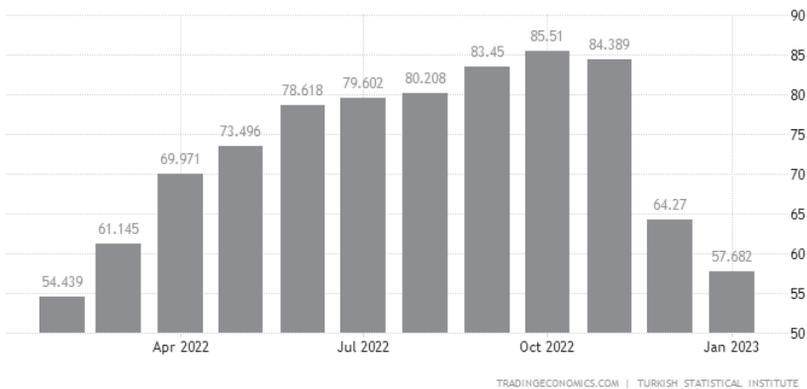
Combattre l'inflation par le carburant

Deux indicateurs macroéconomiques reflètent ces défis de la manière la plus aiguë, pour des citoyens qui s'efforcent de rejoindre, ou de rester

5. Pour la définition des économies avec différents niveaux de revenus en 2023, voir : « Les données relatives à Revenu élevé, Revenu intermédiaire, tranche supérieure, Revenu intermédiaire, Revenu intermédiaire, tranche inférieure, Revenu faible et intermédiaire, Faible revenu », Banque mondiale, 2023, disponible sur : <https://donnees.banquemondiale.org>.

Graphique 1 : Revenu national brut par tête en Turquie, 2010-2022

Source : Le RNB par habitant est le revenu national brut, converti en dollars américains selon la méthode de l'Atlas de la Banque mondiale, disponible sur : <https://tradingeconomics.com>.

Graphique 2 : Inflation 2022-2023 en Turquie

Source : « Turkey Inflation Rate », Trading Economics, janvier 2023, disponible sur : <https://tradingeconomics.com>.

dans, la catégorie des revenus intermédiaires supérieurs : l'inflation des prix à la consommation, en hausse constante, et la baisse rapide de la valeur de la monnaie nationale. Le recours à la consommation intérieure étant un objectif politique clé, l'inflation annuelle a néanmoins franchi le seuil des 10 % en 2017, atteint 16,3 % en 2018, a accéléré vers les 19,6 % en 2021, pour culminer à 85,5 % en octobre 2022 (graphique 2 ci-dessus). Le recul de la hausse des prix à compter de novembre 2022 est principalement dû à la baisse des prix de l'énergie depuis la mi-2022. Il faut, de

plus, tenir compte d'un biais statistique, les prix ayant augmenté l'année dernière après que la lire ait atteint des niveaux historiquement bas.

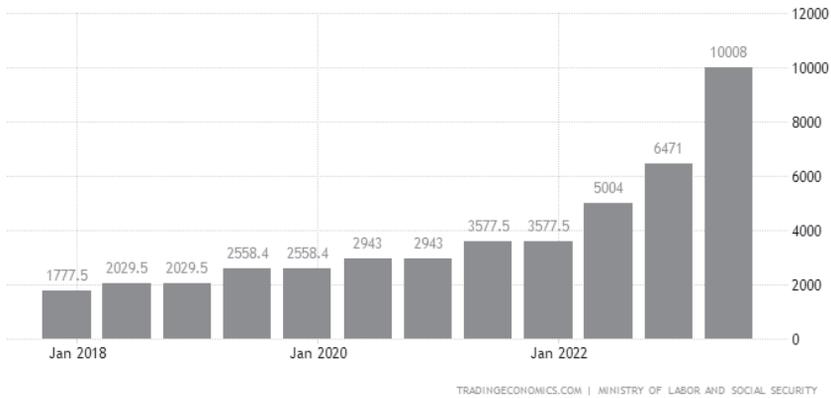
Pour des millions de citoyens, la montée en flèche des prix à la consommation réduit à néant les gains de revenus antérieurs. En outre, pour un pays à revenu intermédiaire, le fait que sa monnaie ait perdu les neuf dixièmes de sa valeur par rapport au dollar américain dans la dernière décennie n'est pas de bon augure économique. L'héritage socio-économique de la pandémie de Covid-19, les pressions persistantes sur les prix des principales importations de denrées alimentaires et d'énergie, un dollar fort et une politique de taux d'intérêt à contre-courant ont créé de graves difficultés économiques pour le pays. Celles-ci ont été exacerbées par une perte de statut de la Turquie dans les notations des trois principales agences internationales.

Plus que des gains salariaux réels ou la poursuite d'une croissance inclusive, ce sont les divers niveaux de pauvreté qui se trouvent à nouveau à l'ordre du jour. Le président Erdogan a choisi de répondre aux défis économiques par un mélange de nationalisme économique – centré sur une politique de réduction obligatoire des taux d'intérêt par la Banque centrale turque⁶, pourtant nominalement indépendante –, de divers plans de relance, de régimes de retraite anticipée et d'annonces répétées d'augmentation du salaire minimum (graphique 3).

À la suite d'une intervention présidentielle en décembre 2022, le salaire minimum brut mensuel a atteint 10 008 liras (535,98 dollars) début 2023. Cela correspond à un salaire minimum net mensuel de 8 500 liras (455 dollars), soit une augmentation de 50 % par rapport au niveau fixé en juillet 2022 et de 94 % par rapport à janvier 2022. Ces mesures visent à compenser la crise du coût de la vie, avec une inflation qui a officiellement culminé à 85,5 % en octobre 2022. Bien que cette dernière ait baissé dans les deux derniers mois de 2022, les hausses de prix des deux années précédentes ont rendu l'inflation endémique dans l'économie turque. Elles ont également réduit à néant la plupart des avantages de revenus attachés à diverses aides publiques.

Les augmentations répétées du salaire minimum en 2022 affecteront différents secteurs de l'économie turque. Les entreprises turques se trouvent confrontées à des conséquences majeures en termes de coûts de

6. En octobre 2022, le président Erdogan a déclaré que « tant que votre frère [c'est-à-dire lui] sera au pouvoir, les intérêts continueront à baisser ». « The Economy: Into the Unknown », *The Economist*, 21 janvier 2023.

Graphique 3 : Salaire mensuel minimum brut en Turquie, 2018-2023

Source : « Turkey Gross Minimum Monthly Wage », Trading Economics, disponible sur : <https://tradingeconomics.com>.

la main-d'œuvre. Selon les *Chroniques de Galata*⁷, 42 % des travailleurs employés en Turquie perçoivent ce salaire minimum. En 2017, cette proportion était de 35 %. Cette augmentation indique à quel point la hausse rapide de l'inflation grignote les gains de revenus du passé, avec tout l'impact négatif prévisible sur la nouvelle classe moyenne turque. D'où un problème politique délicat pour le président Erdogan : nombre de ceux qui ont voté pour lui aux élections précédentes pour des motifs économiques ont aujourd'hui de multiples raisons de lui retirer leur soutien. La politique du salaire minimum en particulier, et la politique économique en général, sont désormais le talon d'Achille d'Erdogan et de son parti, le Parti de la justice et du développement.

Il faut pourtant établir quelques distinctions. Certaines entreprises, dans des secteurs comme le commerce de détail, les services publics ou la construction, peinent à disposer d'une capacité de fixation des prix qui leur permettrait de répercuter les hausses répétées du salaire minimum sur leurs clients. En revanche, les entreprises orientées vers l'exportation et l'industrie touristique nationale⁸, qui génèrent des revenus en devises étrangères, peuvent faire face à de telles augmentations des salaires car elles paient leurs employés en liras turques (à quelques exceptions notables près). En outre, les entreprises ont bénéficié de la chute des prix

7. « The Effect of the Strong Minimum Wage Hike », *Galata Chronicles*, 15 janvier 2023.

8. Selon les données officielles, 2022 a été une année record pour les recettes touristiques en Turquie, qui ont atteint 46,3 milliards de dollars, soit une augmentation de 53 % par rapport à 2021. « Türkei verbuchte eines der besten Tourismusjahre », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 7 février 2023.

des matières premières dans le secteur de l'énergie au second semestre 2022. Les détaillants turcs ont par exemple discerné une lueur d'espoir dans le resserrement de la politique monétaire hors de la Turquie, qui a contribué à une baisse tendancielle du coût des matières premières importées.

L'arrêt apparent du progrès de la Turquie vers le statut de pays à revenu intermédiaire dans la seconde moitié des années 2010 n'est pas

Une mainmise croissante de l'État sur l'économie

une aberration économique. Les niveaux de croissance du PIB atteints au début du nouveau millénaire n'étaient pas viables, une grande partie de ce dynamisme économique étant lié à des facteurs de rattrapage, comme la capacité d'exportation, les programmes d'investissement public ou la croissance de la classe moyenne du pays⁹.

De plus, l'impact de la mainmise de l'État sur l'économie à la suite de la tentative de coup d'État de 2016 ne doit pas être sous-estimé, même si ses conséquences concrètes sont difficiles à quantifier. Comme l'a montré Adam Tooze¹⁰, la suppression de l'indépendance institutionnelle du pouvoir judiciaire, l'érosion de l'autonomie décisionnelle de la Banque centrale, la politisation de l'Institut statistique et les interventions fréquentes sur les décisions des banques commerciales nationales ont laissé leur marque sur l'économie turque, sa main-d'œuvre et son attrait pour les investisseurs étrangers après 2016. La politisation des secteurs économiques, avec les tentatives de création de champions nationaux dans la construction, l'industrie manufacturière, le commerce, les transports et l'agriculture est largement documentée¹¹ dans diverses analyses.

La concentration du pouvoir politique au palais présidentiel d'Ankara, à la suite des changements constitutionnels radicaux de 2018, a encore cimenté ce processus¹². La concurrence avec l'autorité présidentielle a été strictement limitée *de jure* et, pour l'essentiel, pratiquement abolie après le référendum constitutionnel de 2017, avec le transfert des pouvoirs du

9. S. Pamuk, « The Political Economy of Turkey since the End of World War II », in G. Murat Tezcür (dir.), *The Oxford Handbook of Turkish Politics*, Oxford, Oxford University Press, 2020, p. 141-158.

10. A. Tooze, *Shutdown: How Covid Shook the World's Economy*, New York, Viking, 2021.

11. U. Akcay, « Authoritarian Consolidation Dynamics in Turkey », *Contemporary Politics*, vol. 27, n° 1, 2020, p. 79-104 ; S. Pamuk, *Uneven Centuries: Economic Development of Turkey since 1820*, Princeton, Princeton University Press, 2018 ; I. Barboutev, « The Case of Turkey: Middle Income Trap or is it Different this Time? », Sen Foundation, 2021, disponible sur : www.sen-foundation.org.

12. D. Bechev, *Turkey under Erdogan: How a Country Turned from Democracy and the West*, New Haven, Yale University Press, 2022.

Parlement à une présidence exécutive forte un an plus tard. En d'autres termes, avec le recul de la démocratie, le statut de pays à revenu intermédiaire et une forme autoritaire de gouvernement, ou d'autocratie personnalisée, peuvent désormais coexister¹³. Il est toutefois de plus en plus difficile d'exciper de succès économiques pour soutenir des arrangements politiques aussi inconfortables¹⁴. C'est d'autant plus vrai quand des vents contraires, économiques et financiers, soufflent sur le pays, comme c'est le cas depuis 2016, vents suivis quatre ans plus tard par la pandémie de coronavirus.

En termes économiques, la Turquie risque désormais de tomber dans ce que l'on caractérise comme le « piège du revenu intermédiaire », une classification inventée par des chercheurs de la Banque mondiale en 2006. C'est en référence aux économies d'Asie de l'Est que ce terme a été introduit dans la littérature sur le développement économique¹⁵, la Turquie n'étant ni le premier ni le dernier pays à tomber dans un tel piège¹⁶. Cette position signifie simplement que les efforts du pays pour atteindre le niveau supérieur et rejoindre les rangs des pays dits « à revenu élevé » seront freinés, voire annulés¹⁷. Une économie « piégée » comme celle de la Turquie présente certaines caractéristiques expliquant les contraintes et identifiant les options de sortie possibles :

- L'accroissement de l'épargne nationale est régulièrement identifié par les bailleurs de fonds internationaux multilatéraux comme un instrument politique viable. Mais, face à la dépréciation de la monnaie nationale, à l'inflation galopante et au ralentissement de la croissance, il est pratiquement très difficile de prévoir une augmentation de l'épargne nationale du fait des ménages ou des entreprises.
- Ces cinq dernières années, la Banque centrale a manqué à plusieurs reprises ses objectifs d'inflation annuels. Sa politique monétaire

13. Michael Thumann soutient que cette coexistence (malaisée) est le résultat d'un pivot nationaliste effectué par Erdogan à partir de 2015, non par conviction personnelle mais seulement pour consolider son pouvoir politique. M. Thumann, *Revanche. Wie Putin das bedrohlichste Regime der Welt geschaffen hat*, Munich, C.H. Beck, 2023, p. 99-100.

14. Y. Arat et S. Pamuk, *Turkey: Between Democracy and Authoritarianism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2019.

15. I. Gill, H. Kharas *et al.*, « An East Asian Renaissance: Ideas for Economic Growth », Banque mondiale, mai 2007.

16. I. Gill et H. Kharas, « The Middle-Income Trap Turns Ten », *Policy Research Working Paper*, n° 7403, Banque mondiale, août 2015.

17. G. Impavido et U. Mikkelsen, « Turkey's Recipe to Escape the Middle-Income Trap », IMF Blog, 15 décembre 2014, disponible sur : www.imf.org.

manque d'indépendance institutionnelle et de crédibilité, les taux directeurs étant essentiellement fixés par mandat public depuis le palais présidentiel d'Ankara.

- Comme le montrent les événements de 2021 et 2022, les réductions répétées des taux d'intérêt ont aggravé les vulnérabilités économiques et financières de la Turquie. La dépréciation rapide de la lire et la persistance d'une inflation élevée, supérieure à 50 %, ont accompagné avec constance les réductions des taux directeurs, contrairement à ce qui s'est passé pour les banques centrales des autres économies du G20.
- L'invasion de l'Ukraine a encore mis en évidence le passif institutionnel de l'économie turque. La hausse des prix des importations d'énergie a été partiellement compensée par une augmentation des importations de combustibles fossiles en provenance de Russie à prix réduits, soulignant la dépendance à l'égard de Moscou et expliquant le refus initial du gouvernement turc d'imposer des sanctions à la Russie¹⁸.

Compte tenu de la combinaison de contraintes institutionnelles, nationales et internationales, la capacité de la Turquie à faire le saut nécessaire pour devenir une « économie à revenu élevé » est désormais limitée.

Une première évaluation de l'impact du tremblement de terre

Les deux tremblements de terre dévastateurs du 6 février auront un impact majeur sur le développement de la Turquie. L'ampleur des destructions touche une région marginalisée : le revenu par habitant des onze provinces touchées était nettement inférieur à celui du centre manufacturier et de services de la région de Marmara occidentale, qui s'étend au-delà d'Istanbul¹⁹. Ces provinces représentaient 10 % du PIB national, 8,6 % des exportations et 16,4 % de la population totale de la Turquie²⁰. Plus de trois millions de citoyens sont désormais sans abri et ont migré vers d'autres régions du pays. La reconstruction des logements, des réseaux électriques, des infrastructures de transport, etc. aura, sur plusieurs années, un impact lourd sur la politique budgétaire du gouvernement central.

Pour 2023, et peut-être au-delà, la récession semble désormais le scénario le plus probable. La dépréciation de la monnaie devrait se poursuivre,

18. J. Bastian, « Die strategische Autonomie der Türkei », Stiftung Wissenschaft und Politik, 21 octobre 2022.

19. Selon certains calculs, le revenu par habitant équivaut à 25 % de celui des habitants d'Istanbul. T. Fuster, « Das Erdbeben trifft eine arme Region », *Neue Zürcher Zeitung*, 11 février 2023.

20. « Türkiye Earthquakes Recovery and Reconstruction Assessment », Government of Türkiye, 17 mars 2023, disponible sur : www.sbb.gov.tr.

la réduction de l'inflation deviendra encore plus difficile et les appels à l'aide financière internationale, y compris les prêts méprisés du FMI (rejetés par le président Erdogan), devront sans doute se multiplier. De leur côté, les investisseurs étrangers réévalueront la sécurité physique des projets existants ou prévus²¹. La préparation aux tremblements de terre fait l'objet d'un débat public dans les milieux d'affaires et parmi les investisseurs en Turquie.

Ces deux dernières décennies, une part croissante de l'économie turque a été tirée par le secteur de la construction. Mais le boom de la construction a également créé des réseaux de mécénat entre le gouvernement central, les autorités locales et les entreprises de construction. Ces réseaux de connivence se caractérisent par une application laxiste des réglementations, associée à la corruption municipale et à des amnisties répétées dans le domaine de la construction²².

Compte tenu de la facilité avec laquelle nombre de maisons anciennes ou récentes des provinces touchées se sont effondrées, avec des conséquences fatales, les citoyens de tout le pays se demandent où sont passés les 44 milliards d'euros²³ récoltés après l'introduction d'une taxe spéciale sur les tremblements de terre en 1999. Le manque de transparence sur la taxe collectée pour soutenir les matériaux de construction antisismiques et les règles d'urbanisme locales a été critiqué à maintes reprises²⁴. Au lendemain de la pire catastrophe naturelle qu'elle ait connue depuis près d'un siècle, la Turquie se trouve à un tournant économique aux implications politiques considérables²⁵.

Gouvernement et société civile turcs sont ainsi confrontés au plus grand défi de reconstruction après une catastrophe depuis la fondation de la République, il y a un siècle. Les logements doivent être reconstruits, les

21. Parmi les premiers investisseurs à se retirer d'un projet prévu, le fabricant coréen de batteries SK ON a annulé la construction d'une usine de batteries en Turquie. Pour la première fois en 24 ans, les transactions à la Bourse d'Istanbul ont été suspendues après les deux tremblements de terre.

22. De telles amnisties ont régulièrement été approuvées par le Parlement, y compris avec le soutien des partis d'opposition. La dernière en date a été adoptée en 2018, avant les élections générales. Ces amnisties ont été populaires auprès de nombreux électeurs, qui ont pu enregistrer des propriétés sans permis ou des extensions de maisons.

23. B. Mumay, « Die Erschütterung », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 8 février 2023.

24. La divulgation publique des dépenses gouvernementales liées aux taxes affectées est fortement censurée en Turquie depuis 2012. La taxe obligatoire sur les tremblements de terre est soumise à de telles restrictions en matière de transparence. S. Coskun et J.-S. Mongrenier, « Political and Electoral Monitoring of Turkey », The Thomas More Institute, février 2023.

25. Les provinces touchées par les tremblements de terre ont pour tradition de voter pour des députés religieux conservateurs. Le président Erdogan a remporté 67 % des voix à Adiyaman lors de l'élection présidentielle de 2018.

infrastructures d'eau et d'énergie restaurées, les équipements publics (écoles, hôpitaux, mosquées) réparés... Comment les coûts de la reconstruction seront-ils partagés, comment la charge sera-t-elle répartie au sein de la société turque ?

Le recensement des destructions et l'évaluation des efforts de reconstruction nécessaires restent ouverts. Le calendrier de la reconstruction devra se mesurer en années et suivre des règles souvent ignorées cette dernière décennie. Une évaluation des besoins définissant des zones prioritaires pour le financement et la reconstruction a été réalisée et présentée

Repenser les priorités en matière de développement

à la conférence internationale des donateurs à Bruxelles le 20 mars. Des organisations comme le Programme des Nations unies pour le développement, la Banque mondiale ou l'Union européenne ont participé à cet effort complexe avec les autorités turques. Le rapport conjoint a estimé le coût total du tremblement de terre à 103,6 milliards de dollars, soit 9 % du PIB annuel de la Turquie pour 2023²⁶. L'expérience passée suggère également que la reconstruction coûtera deux à trois fois plus que les dommages physiques, surtout si l'on considère qu'une demande pressante de main-d'œuvre et de matériaux de construction entraînera une hausse des prix.

Lors de la conférence internationale des donateurs à Bruxelles, le gouvernement turc a accepté les promesses d'aide à la reconstruction. Le financement de la communauté des donateurs (Banque mondiale, États-Unis, certains pays européens et asiatiques, Union européenne) pour la Turquie et la Syrie s'est élevé à 7,5 milliards de dollars. Les dons et prêts à la Turquie ont atteint 6,05 milliards de dollars – les dons représentant 54,6 % du total. Fait marquant, la Banque européenne d'investissement, institution de financement de la Commission européenne, reprendra ses prêts à la Turquie après les avoir suspendus ces dernières années.

Ces deux tremblements de terre obligent la Turquie à repenser sérieusement ses priorités en matière de développement, de la planification urbaine à l'application du Code de la construction. La catastrophe a souligné la fragilité de l'économie turque et mis en évidence les nombreuses lacunes de l'appareil d'État. Les critiques formulées par de nombreuses victimes, selon lesquelles les secours ont été mal coordonnés, lents à arriver et manquant d'outils essentiels, suggèrent une profonde perte de

26. Toute projection d'un impact négatif sur la croissance du PIB doit tenir compte du fait que cet indicateur n'est peut-être pas la mesure la plus fiable, ou la plus appropriée, pour évaluer l'impact économique d'une catastrophe.

contrôle, voire l'absence d'autorité, de l'État. D'aucuns ont pu affirmer que ces lacunes étaient auto-infligées, résultant d'un mode de gouvernance autoritaire sapant l'indépendance des institutions étatiques et valorisant la loyauté au détriment de la compétence²⁷. L'incapacité apparente de l'appareil d'État à réagir rapidement et efficacement n'augure rien de bon quant à sa capacité à coordonner l'ampleur de la tâche de reconstruction.

Semble également prendre fin en Turquie l'hypothèse selon laquelle la modernité pourrait être construite à la volée. Les provinces touchées par la catastrophe sont celles où les citoyens ont le plus souffert de la pauvreté et de l'hyperinflation. Cette dernière a effacé une grande partie des avantages sociaux associés à l'image d'Erdogan. La flambée des prix de ces deux dernières années a rappelé aux Turcs suffisamment âgés les caractéristiques des années 1990 : une Turquie que la plupart des citoyens croyaient avoir laissée derrière eux. À tout le moins, ces citoyens auraient pu s'attendre à une gestion compétente de la tragédie, au lieu d'un président autoritaire fermant Twitter, cherchant des boucs émissaires, accusant le destin d'être responsable de la catastrophe... La rapidité avec laquelle les critiques à l'égard du gouvernement ont été étouffées contraste fortement avec la réponse initiale des autorités à la crise.



Mots clés

Turquie
Économie
Développement
Erdogan

27. A. Samson et L. Pitel, « Recep Tayyip Erdogan: Turkey's President Confronts Disaster », *Financial Times*, 10 février 2023.